

Q. 1. Voulez-vous faire dans le cas ans qui, de temps ravailleur pendant maigrir beaucoup le n'a aucun appé- ent. Je remarque, s blancs dans son s constipé.—Q. 2. depuis trois jours rée depuis. Que faire?

ont vous consta- s fumiers peuvent tât dans lequel A tout événement, prendre un échange de l'envoyer pour adonald, au soin thologie animale. possible de vous t sur lequel vous btenir un résultat. livraison, on peut s d'utérines vété- s injections d'eau ment de teinture diérée d'eau pour is par jour.

J'ai un cheval de au poil ébouriffé, rétention d'urine, patte lui a enflée boulet à la cuisse. s qu'il reste 2 ou patte lui enflé de emblet aussi être traitement appro-

nt huit jours. une da à pâte dans sa s les trois semaines illérée à soupe de ins sa ration.

Que penser d'une qui mange bien sa s souvent ne fait dents l'herbe ou le e est maigre et son e premier poulain à sa naissance n'a sur ses pattes et in de cette année cas. Voulez-vous comment y remé-

le de vous donner es seuls symptômes Je suppose cepen- trouble des dents e examiner par un pour avoir quelque

—Q. 1. J'ai un che- arthée depuis quel- anger est tout par son fumier. Elle st maigre. Je ne t dans son fumier, uer le remède ap- ladie?—2. J'ai un sse beaucoup. Ce gourme, mais plus t seraient malades, e de m'indiquer le

otre bête affectée ux, et je vous con- iter votre bête par ire, sans quoi l'ani- n maigrissant, et à l ne sera plus capa- Essayez la formule 1 once; moutarde, e, 1 once; goudron mélasse, 1 chopine; e à soupe matin et

—Q. J'avais cinq s Angera qu'une tait mourir à trois e dure que deux ou ctérise par le vomis vers ronds et longs ouces de longueur, uer le mal et com-

ats angoras atteints qui déterminent de sissements que vous rrait être traité par thyl, avec chances ris à temps. Autre- perdre tous, les uns

Une pensée par semaine

"Qui donne vite donne deux fois".

Un éleveur de bétail Jersey de la région de Montréal faisait récemment cadeau à M. l'échevin Léon Trépanier de Montréal, d'un couple de sujets laitiers pour une colonie de sans-travail de la Métropole récemment établie à Laferté en Abitibi.

M. A. L. Robertson, contracteur de la cité de Montréal, qui possède une ferme à Hudson Heights, P. Qué. n'est autre que le donateur de ces animaux, cadeau d'une valeur d'autant plus appréciable que dans ce pays de défricheurs, les bonnes vaches sont rares. On n'y parle pas encore de pensionnaires.

M. Robertson recevait, ces jours derniers, une lettre de M. l'abbé Paré curé de Laferté, l'informant que les animaux expédiés (un taureau et une vache) se trouvent très bien de leur nouveau pays. "Deux fois par jour, les enfants qui fréquentent la classe du canton peuvent boire une bonne tasse de riche lait Jersey", écrit M. l'abbé Paré.

Il est sans doute plusieurs éleveurs qui pourraient imiter le geste de M. Robertson et doter les colons récemment établis, de quelques bons animaux laitiers, sans nuire à leur exploitation.

Nous ne faisons pas cet appel seulement qu'aux éleveurs de bovins de race Jersey, toutes les races seront bien appréciées dans ces régions nouvelles où tout est à faire.

Si nous signalons la bonne action de M. Robertson, ce n'est pas qu'il soit le premier ni le seul qui ait déjà aidé de nouveaux colons de cette façon. Lors de notre dernière exposition provinciale à Québec, je me rappelle que quelques bons agronomes du Ministère de l'Agriculture dont je m'attirerais certainement les foudres si j'allais citer leurs noms, passèrent le chapeau parmi les invités les plus intéressés de l'exposition provinciale en faveur d'un pauvre colon récemment établi dans un comté du bas de Québec.

Non seulement la collecte fut généreuse, mais de bons éleveurs voulurent bien y donner encore plus de corps en offrant quelques bonnes génisses qui furent expédiées dès après l'exposition au protégé de ces agronomes compatissants.

Nous tenons moins à souligner le fait lui-même que la spontanéité avec laquelle ces offrandes furent faites par ces éleveurs exposants.

Il s'agit de ceux qui savent que donner vite c'est donner deux fois.

F. F.

Notes et Commentaires

Le congrès de colonisation d'octobre dernier, M. le professeur A. Gagnon, de l'A. O. déclarait qu'il y a un nombre considérable d'agronomes qui, faute d'emploi, seraient disposés à s'établir sur des terres. Ce serait faire un choix heureux de bons colons, si l'on considère ce que les agronomes ont fait depuis vingt ans, dans la province de Québec, pour aider au progrès de l'agriculture et améliorer la situation de la classe agricole. M. le professeur de souligner également que les autorités du Département de la Colonisation seraient très bien avisés de voter pour ces jeunes techniciens un crédit supplémentaire, pour qu'ils puissent mettre à profit, sur leurs lots, les procédés modernes de culture. En plus de prêcher par la

L'IMPORTANCE DU MARCHÉ DOMESTIQUE

L'édition de 1935 du rapport sur la "Situation agricole", publié en collaboration par le Ministère fédéral de l'Agriculture et le Ministère fédéral du commerce doit bientôt paraître. De même que la première revue annuelle du genre, parue au commencement de mars 1934 et qui a reçu un excellent accueil de la part des cultivateurs, la publication de 1935 a pour but de faire connaître à ceux qui s'occupent d'agriculture les principaux facteurs qui affectent l'offre des produits agricoles, la demande probable et la nature et l'étendue de la concurrence qu'ils peuvent s'attendre à rencontrer en 1935, spécialement sur les marchés étrangers.

En ce qui concerne la demande au pays, ce rapport fait remarquer que la situation de l'agriculture cette année est meilleure qu'en 1934, grâce au réveil des affaires et de l'industrie et au relèvement modéré des prix des produits agricoles. Ce réveil des affaires, le crédit plus large, les prix plus fermes, permettent d'espérer que les marchés domestiques offerts aux produits agricoles iront graduellement en s'améliorant. Le marché domestique est de première importance et l'on espère qu'il le restera. L'indice du volume physique des affaires transigées au Canada fournit une idée générale de l'amélioration économique. Entre février 1933 et octobre 1934 cet indice n'a cessé de monter, passant de 67.0 à 95.8, pour enregistrer une augmentation de près de 43 pour cent. Les opérations commerciales étaient encore à un niveau beaucoup plus élevé en 1934 que l'année précédente. Le niveau des opérations manufacturières en 1934 était d'environ 19 pour cent plus élevé que celui de 1933.

On calcule qu'en ces dernières années le marché domestique a absorbé environ 85 pour cent des produits agricoles canadiens. Le marché domestique est à peu près aujourd'hui le seul débouché pour les produits animaux, à l'exception du bacon. Il n'y a que trois produits, savoir: le blé, les pommes et le fromage, dont plus de 50 pour cent de la production sont exportés. Ces chiffres révèlent clairement toute l'importance du marché domestique et montrent qu'il est essentiel d'examiner le pouvoir d'achat au pays et l'offre des produits agricoles pour la consommation.

Le nombre d'hommes employés dans les industries autres que l'agriculture a été plus élevé en 1934 qu'en aucune des années précédentes, tout en restant encore à peu près de 20 pour cent au-dessous du niveau de 1929. Cependant, si les revenus ont augmenté, il y a eu d'autre part une augmentation du coût de la vie, tendant à contrecarrer l'amélioration qui s'est produite dans le pouvoir d'achat au pays. Le coût de la vie des journaliers et des employés à salaires modérés est monté d'environ 1 pour cent en 1934. Les prix de détail des denrées alimentaires des fermes canadiennes ont remonté de 13 pour cent à peu près et ceux des autres denrées alimentaires de 3 pour cent environ. Cette hausse s'est opposée à ce que la consommation des produits de ferme n'augmente, mais la consommation des denrées alimentaires ne varie que peu, sauf dans des circonstances anormales, et il n'y a pas de doute que la demande pour ces denrées se maintiendra.

Les importations de produits qui font concurrence aux produits agricoles canadiens ont augmenté de valeur de 16.5 pour cent au cours de l'année fiscale 1933-34. Une bonne partie de cette augmentation, qui se monte à environ \$10,000,000, était due à la hausse des prix, et elle n'indiquait pas un gros accroissement dans le volume des importations. Presque toutes la différence de valeur est représentée par les produits animaux. Les importations de peaux et de laine sont plus considérables en valeur et en quantité que celles de 1932-33. La valeur des importations agricoles au Canada a augmenté graduellement pendant les deuxième et troisième semestres de 1934. Il n'y a cependant que peu de motifs pour croire que les importations s'accapareront une plus grande part du marché offert aux produits canadiens, car elles ne représentent probablement, au total, pas plus de 5 pour cent de la quantité consommée au Canada des mêmes produits, et les augmentations de valeur notées plus haut sont sans doute dues à une expansion générale des débouchés, coïncidant avec la hausse des prix.

parole aux colons nouvellement établis, ils prêcheraient de même par l'exemple, car leur ferme servirait en quelque sorte de station de démonstration.

Un collaborateur que nos lecteurs ont appris à apprécier, M. l'abbé J.-Bte Belanger, curé d'une paroisse de colonisation revient sur cette question assez importante de l'établissement de gradués de nos Collèges d'Agriculture.

Son article "Agronomes et Colonisation", arrive à point pour retenir l'attention sur un problème qui a fait déjà le sujet de quelques articles dans la presse agricole, et qui est certainement digne de considération.

M. le curé Bélanger n'écrit pas à tort et à travers, il est particulièrement bien placé pour exprimer une opinion dont il vaille la peine de tenir compte.

TRIBUNE LIBRE

Cessons de dormir!

Il est évident que notre influence au gouvernement de ce pays dépend de notre nombre, et de la puissance économique dont nous disposons.

Depuis la fondation du Canada, les familles de la Nouvelle-France furent nombreuses, mais dans la proportion de cinquante pour-cent, nous les élevâmes pour le bénéfice des Etats-Unis.

Si, comme le disait si bien le curé Labelle, une épidémie avait ravagé notre population au point de conduire 30,000 ou 40,000 personnes par année au cimetière, que de sacrifices n'aurions-nous pas faits pour enrayer ce fléau.

Nous avons dormi sur les moyens à prendre pour arrêter l'épidémie qui nous enlevait la moitié de nos gens.

Nous avions d'immenses régions de bonne terre où cette population eut pu s'établir chez elle, au pays. Pour ne pas nous réveiller au point d'être obligés de faire travailler notre cerveau en organisant nous-mêmes et pour notre bénéfice le développement de nos ressources naturelles, nous avons gratifié toutes sortes de gens de nos terres et des ressources naturelles qu'elles renferment.

Le résultat fut que nous perdîmes le contrôle de la législation chez nous, que, développant à leur bénéfice nos ressources naturelles, d'autres gens acquirent à notre place la puissance économique.

Allons-nous continuer longtemps encore ce sommeil empoisonné du souffre de la décrépitude.

Nous manquons de capital, dit-on.

Ceux qui présentement détiennent le commerce chez nous, en avaient-ils du capital-argent il y a trente ans?

Et qui, en réalité, a fourni le capital d'une foule de grosses entreprises industrielles chez nous?

Nous dormions, rêvant de puissances politiques, cependant que la puissance économique chez nous s'organisait sans nous. Nous dormions, cependant que par douzaines de milliers nos gens à qui, on refusait des terres, pour les donner aux autres, devaient s'exiler.

Si nous venons à nous réveiller, peut-être arriverons-nous à comprendre que notre influence au pays dépend largement de notre accroissement par la colonisation; que chaque poussée en avant que nous faisons dans la forêt à défricher, que chaque paroisse que nous ouvrons, que chaque industrie locale que nous implantons dans ces centres nouveaux, ce sont autant de conquêtes qui assurent nos droits, qui nous permettront de reprendre la place que nous devrions occuper dans tous les domaines, chez nous.

Cessons de dormir!

J.-E. LAFORCE.

EN janvier les agronomes ont la bonne habitude de conseiller aux cultivateurs de songer à s'abonner à un journal ou une revue agricole. Ce n'est pas nous qui les contredisons. Nous ferons plus, nous inviterons ceux dont l'abonnement est échu actuellement de bien vouloir songer à se mettre en règle avec l'administration. Et pour rester constamment en bons termes avec le gérant du "Bulletin de la Ferme", cela ne coûte que cinquante sous par année.